

SEPTEMBRE 2021

Rapport mensuel

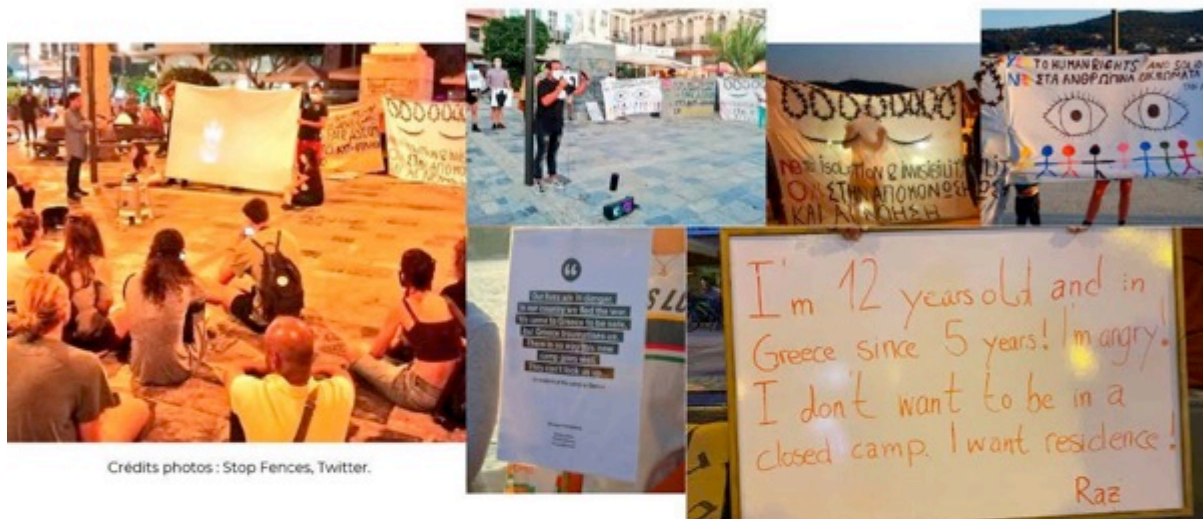
PRÉSENTÉ PAR LAUREEN BAUD



amelassociation France

PROTESTATIONS

Vendredi 17 septembre 2021 et samedi 18 en soirée, deux manifestations ont eu lieu dans le centre de Vathy, à Samos, regroupant principalement volontaires et personnel d'ONG ainsi que des résident.e.s du camp. Ce rassemblement contestataire avait pour but de dénoncer l'invisibilisation et l'isolement du nouveau camp et de ses résident.e.s, de refuser ouvertement ces nouveaux "camps-prisons" comme modèles de gestion des demandes d'asiles en Europe et d'exiger le respect des droits fondamentaux à tous les niveaux.



Crédits photos : Stop Fences, Twitter.

Des prises de parole ont eu lieu en grec, arabe, farsi et anglais appelant à des voies d'entrées sûres et légales incluant accès au travail, à l'éducation, au logement, à la culture par l'adoption de politiques d'accueil.

"I swear, all the refugees here on this island, they have talents. Just let us go from this island, we want to be free, to work, to live like a normal person. Give us the chance!"

Prise de parole d'un afghan, durant la manifestation



A VOIR : <https://vu.fr/HZrl>

↳ Court-métrage réalisé par Ahmad Ibrahim et Simone van den Akker avec trois témoignages de personnes qui attendent déjà depuis plus de deux ans le traitement de leur demande d'asile et qui vont être déplacées vers le nouveau camp aux allures carcérales.

Samedi 18 matin, le syndicat des travailleurs et le Comité de paix de Samos se sont rassemblés devant le nouveau camp de Zervou. S'ils dénoncent "l'enfermement de milliers d'âmes déracinées et persécutées", s'opposant à ce que Samos devienne "le nouveau Guantanamo de l'Europe", ils plaident également pour que l'ensemble des procédures de demandes d'asile soient traitées en Turquie (1). A ce titre, le rassemblement ne comptait que des locaux, réfugié.e.s et demandeur.euse.s d'asile ainsi que membres d'ONG ne partageant pas cette demande.

1 - Samos24, "Non aux camps de prisonniers - Mobilisation samedi 18/09 au RIC de Zervou", 11 septembre 2021, URL : - <https://www.samos24.gr/archives/735277fbcd1d1wAR2H5znjudFZnH7aQ9Mqk0TzgGujMBI30K6xy55iqpm77xwAHNgIMZA>

INAUGURATION

Samedi 18 septembre 2021 à 10h du matin a eu lieu l'inauguration du tout nouveau MPRI ("Multipurpose Reception and Identification Center"), communément appelé le nouveau RIC de Samos.

Lors de cette cérémonie d'inauguration, étaient présents Manos Logothetis, Secrétaire général à la migration et à présent 'camp manager' du nouveau RIC, Notis Mitarachis, ministre de l'Asile et la Migration, Beate Gminder, vice-directrice générale des migrations et de l'intérieur à la Commission européenne, ainsi que d'autre invités puis journalistes.



Crédits photos : Samos24, Samos Today.

Les drapeaux grec et européen ont été hissés sous les applaudissements, puis les portails électromagnétiques ont été franchis avec applaudissements réitérés. Les invités ont également pu visiter la nouvelle enceinte. Des discours d'inauguration ont été prononcés, prometteurs d'une nouvelle ère :

«C'est le premier centre de réception d'une nouvelle génération sur les îles égéennes» (2)

Beate Gminder

Extraits de la cérémonie retransmis par le journal local Samos24 :



- <https://fb.watch/8lqixjYqQU/>
- <https://fb.watch/8lrfDIB55B/>

2 - AFP, "La Grèce inaugure à Samos son premier camp «fermé» pour demandeurs d'asile", Le Journal de Québec, 18 septembre 2021, URL : <https://www.journaldequebec.com/2021/09/18/la-grece-inaugure-a-samos-son-premier-camp-ferme-pour-demandeurs-dasile-1>

TRANSFERT D'UN CAMP À L'AUTRE

Un incendie s'est déclaré tard, aux alentours de 23 heures, dans la nuit de dimanche 19 septembre 2021, dans la partie ouest de la jungle du camp de Vathy. Un nombre important de tentes ont brûlé, ainsi que les effets personnels des personnes. La police et les pompiers ont été préparés à de potentielles contestations, et sont ainsi intervenus rapidement pour éteindre le feu. Aucune personne n'a été signalée comme blessée. Le soir même, 10 mineur.e.s non-accompagné.e.s ont été transféré.e.s dans le nouveau camp.

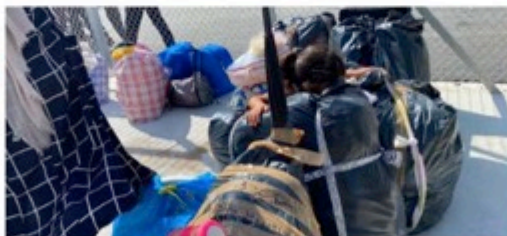


Crédits photos : Stop Fences, Twitter
Franziska Grillmeier, Twitter

Le lendemain matin, soit lundi 20 septembre, les opérations de transfert ont, comme prévu, commencé avec la coopération de la police hellénique. Ces dernières se sont passées sans heurts. Les personnes ont pu emmener avec elles autant d'affaires qu'elles le souhaitent et sont, par groupe, montées dans les bus en direction de la nouvelle structure "contrôlée fermée" de Zervou.

Une fois arrivées sur place, elles se sont fait contrôler, puis assigner à un conteneur.

Les opérations de transfert ont pris fin mardi 21 septembre 2021. Au total 270 personnes ont été transférées ainsi que 10 mineur.e.s non-accompagné.e.s.



Crédits photos : Stop Fences, Twitter
Florian Schmitz, Twitter

NOUVEAU RIC - VITRINE D'UNE STRUCTURE MODÈLE



Crédits photos : Tagesschau

"Le nouveau centre de Samos est l'exemple même de cette nouvelle approche européenne, car il est la promesse d'une gestion meilleure et contrôlée des migrations. Nous attendons avec impatience l'ouverture des centres sur les autres îles de la mer Égée, à Kos et Leros, à Chios et à Lesbos". (4)

Beate Gminder

Aménagé sur une superficie d'environ 15 hectares, au lieu-dit "Zervou" de la municipalité de Samos-Est, le nouveau centre à accès contrôlé est entouré d'une double clôture de sécurité, surmontée de barbelés, et équipé d'un système de vidéo-surveillance contrôlé depuis Athènes. Des tours de contrôle -miradors sont également installées. Policiers et agents d'une société de sécurité privée se relaient pendant la journée ainsi que la nuit.



Crédits photos : Katy Fallon, Twitter
Notis Mitarakis, Twitter

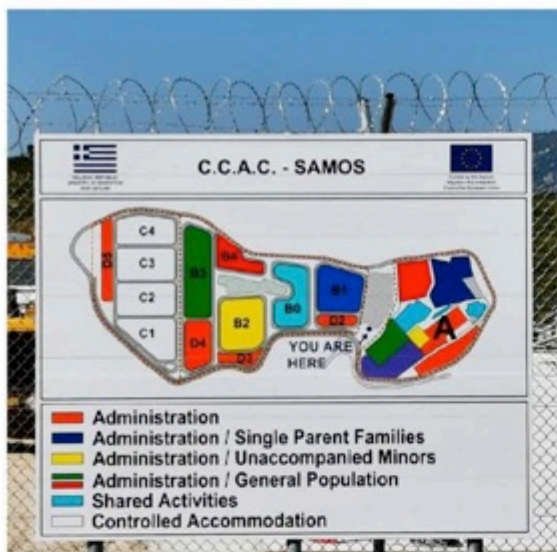
A l'entrée du camp de Zervou, entièrement financé par l'Union européenne à hauteur de 43 millions d'euros, sont positionnés des appareils à rayons X, des détecteurs de métaux et des portes qui s'ouvrent avec cartes magnétiques ou reconnaissance d'empreintes digitales conservées dans une base de données.

"Aujourd'hui, Samos retrouve la tranquillité et laisse derrière elle les scènes honteuses de Vathy". (3)

Notis Mitarakis.

3 - Ekathimerini, "Vathy migrant facility opens", 18 septembre 2021, URL : <https://www.ekathimerini.com/news/168165/vathy-migrant-facility-opens/>

4 - Ministry of Migration & Asylum, "Ms. Beate Gminder's speech in the inauguration of the new closed controlled access center in Samos", 22 septembre 2021, URL : <https://migration.gov.gr/en/omilia-tis-ms-beate-gminder-sta-egkainia-tis-protis-kleistis-egochomenis-domis-sti-samos/>



Le nouveau camp de Samos a la capacité d'accueillir 3 000 personnes réparties par catégories :

- 1 560 personnes : population générale
- 240 personnes : mineur.e.s non accompagné.e.s (présence de tuteur.ice.s 24h/24h)
- 240 personnes : groupes vulnérables, familles monoparentales, femmes
- 960 personnes : zone de détention avant expulsion entourée d'une clôture de 3.5 mètres de hauteur (les autres zones sont clôturées sur 2.5 mètres de haut).

Une route goudronnée a été construite pour la communication autour du périmètre et à l'intérieur de la structure, entre les modules. Une infrastructure de bureaux pour environ 400 emplois a été mise en place, qui répondra aux besoins entre autres des services de l'asile et de la police. Des espaces sont également dédiés à des services tels que des cliniques médicales, des salles de classe et des bureaux de services psychosociaux et juridiques. Le camp est équipé d'espaces de laverie partagée et de 8 cantines/caféterias ouverts 24h/24h. Des aires de loisirs et 3 terrains de jeux ont également été construits.

Les conteneurs sont équipés de petites cuisines communes, de chambres de 6 personnes avec 3 lits superposés et petite salle de bain. L'intérieur des conteneurs a été filmé par Giorgos Christides, journaliste à DerSpiegel :



<https://twitter.com/i/status/1439162680519057410>
<https://twitter.com/i/status/1439181442043584512>

Des bus circulent de 6h du matin jusqu'à 22h, de Zervou à Vathy. Un ticket coûte 1.60€, soit 3.20€ l'aller-retour. Les résident.e.s sont autorisé.e.s à quitter le camp de 8h à 20h (soit couvre-feu à 20h).

Les cartes pour les visiteurs sont disponibles. Il est possible d'aller dormir à l'extérieur du camp pendant deux jours si souhaité, avec obligation d'informer le responsable, sinon, la personne est classée comme fugitive et risque une sanction financière. Si la personne s'absente pendant 6 jours, elle est effacée du système et ne recevra plus l'assistance financière mensuelle.

Si une demandeur.euse d'asile vit en dehors du camp, il.elle n'a pas le droit à l'assistance financière. Il.elle se doit de déclarer par courriel qu'il.elle vit à l'extérieur du camp et qu'il.elle souhaite poursuivre sa procédure d'asile.

L'objectif du 'camp manager' est de faire en sorte que 25 % du camp soit végétalisé. Toute proposition pour habiller les clôtures sont les bienvenues.

Enfin, le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis, lors de sa visite à Samos, nous invite à voir ce nouveau camp comme "une soupape de sécurité dans le cas malheureux où les choses se détérioreraient à nouveau".

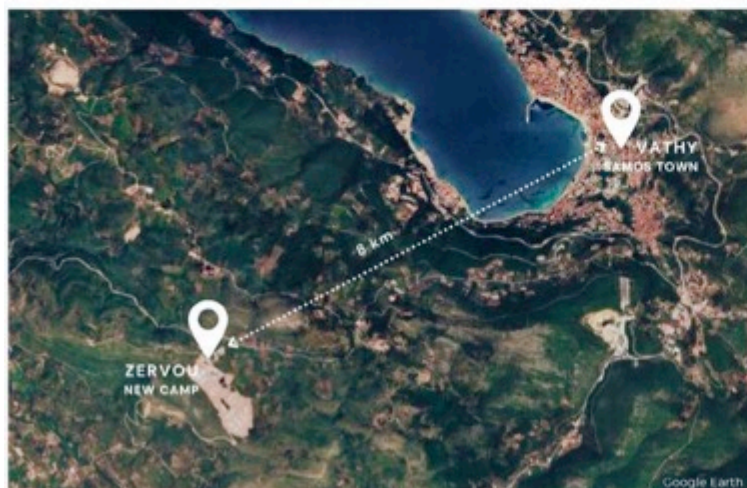
UNE RÉALITÉ DYSFONCTIONNELLE

Selon les autorités grecques, 304 personnes se trouvent actuellement dans l'enceinte du nouveau camp. Il est néanmoins à noter que les statistiques du HCR affirment que "quelques 580 personnes" résident dans le nouveau camp selon leur dernier rapport du 27 septembre 2021 (un écart qui s'explique par de nombreux départs non-officiels et non-déclarés).

Malgré les mesures annoncées et publiquement présentées, le camp ne fonctionne pas, pour l'instant, comme prévu. Selon les résident.e.s de ce dernier, de nombreux dysfonctionnements apparaissent déjà :

- Ils.elles n'ont pas de clés pour leur propre chambre ni pour les toilettes. Une seule clé leur a été donnée pour tout le conteneur même si plusieurs personnes vivent à l'intérieur et ne se connaissent pas.
- Les douches sont si mal construites, sans rideaux ou parois de protection, que l'eau rentre dans les chambres.
- Ils.elles n'ont rien reçu pour nettoyer la douche (serpillière, seau, gel, éponge, papier toilette etc.) donc ils.elles ne peuvent même pas se débarrasser de l'eau après la douche.
- Aucune serviette, ni couverts, ou équipement de cuisine distribués. Il est interdit d'apporter des couteaux à l'intérieur pour couper ou préparer la nourriture. Restrictions d'importation de tout produit dans le camp.
- L'endroit est extrêmement venteux, si bien que les personnes demandent déjà des chaussettes et des vestes.
- Les chambres sont équipées d'air-climatisé, placé en hauteur juste au dessus des lits, si bien que si l'air-conditionné est allumé, la personne occupant le lit du haut risque très fortement d'attraper froid.
- Aucun article d'hygiène en général.
- Les résident.e.s ne sont finalement, ou pour l'instant, pas autorisé.e.s à dormir hors du camp.
- Les personnes se trouvent pour le moment dans la zone A et n'ont pas accès aux infrastructures annoncées (cantines, terrains de jeux, etc.). La nourriture distribuée est mauvaise.

Point positif au tableau : le WiFi est gratuit et couvre toute la zone du camp et apparemment aussi certaines zones à l'extérieur du camp.



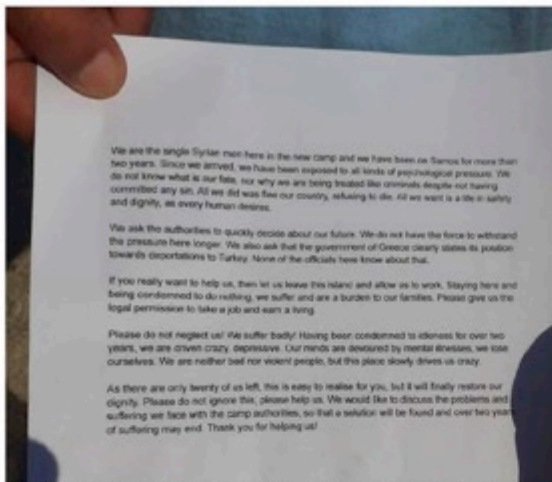
"Il n'y a aucun doute sur l'intention de créer cet endroit massif au milieu de nulle part, isolé du reste de la société. Tout est conçu pour l'enfermement et la dissuasion. Les mettre dans un camp ressemblant à une prison va être pire qu'avant" (5).

"C'est l'illustration parfaite du caractère criminel de la politique migratoire de l'UE : détenir et emprisonner des personnes qui fuient la violence et les punir pour avoir voulu être en sécurité. C'est une honte" (6).

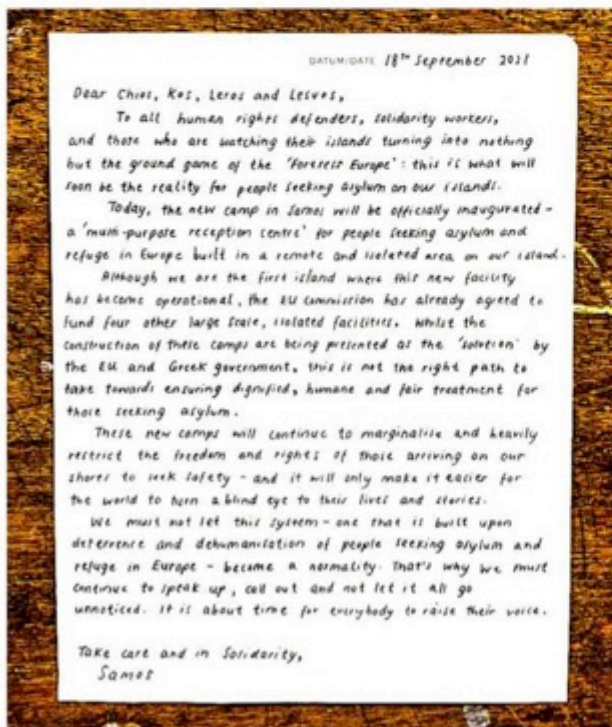
Patrick Wieland,
coordinateur de terrain de MSF à Samos

5 - ANISA, "New refugee camp on Samos 'like a prison', says MSF", InfoMigrants, 20 septembre 2021, URL : <https://www.infomigrants.net/en/post/35360/new-refugee-camp-on-samos-like-a-prison-says-msf>

6 - Nektaria Stamouli, "Barbed wire, curfews and wi-fi EU touts 'new generation' migrant camp in Greece", Politico, 18 septembre 2021, URL : <https://www.politico.eu/article/eu-funds-migrant-camp-greece-samos-vathy/>



Lettre rédigée par un groupe d'hommes célibataires de Syrie aux autorités du camp.
Photo partagée par Europe Must Act.



Lettre rédigée par le "Collectif de plaidoyer" de Samos, comprenant différentes ONG humanitaires opérant à Samos dans divers secteurs.
Photo partagée sur Twitter par Samos Advocacy Collective

45 ONG et groupes de la société civile européenne ont publié un rapport conjoint appelant l'Union européenne et le gouvernement grec à abandonner les projets visant à restreindre drastiquement la libre circulation des personnes déplacées en Grèce et à construire des camps fermés.

Les organisations demandent à l'UE, à la Commission et au gouvernement grec de garantir, entre autres, que les nouveaux.elles arrivant.e.s sur les îles grecques ne soient pas confiné.e.s dans des camps de type fermé et que toute restriction imposée soit basée sur un jugement individualisé, que les personnes séjournant dans les "centres de réceptions" puissent circuler librement et accéder aux services d'éducation et de santé nécessaires, que les demandeur.euse.s d'asile puissent accéder aux zones urbaines proches et ainsi ne pas être exclu.e.s socialement mais avoir des opportunités d'intégration. En outre, elles condamnent l'utilisation de fonds européens pour la construction de camps fermés, demandent le respect des droits humains fondamentaux pour celles et ceux qui y séjournent et que l'accès des ONG à ces centres ne soit pas entravé en vertu du droit international (7).

7 - Amnesty International, "One year after the Moria fire: Few lessons learned as Greece expands barriers to refugees' protection", Amnesty International, 8 septembre 2021, URL : <https://www.amnesty.eu/news/one-year-after-the-moria-fire-few-lessons-learned-as-greece-expands-barriers-to-refugees-protection/>

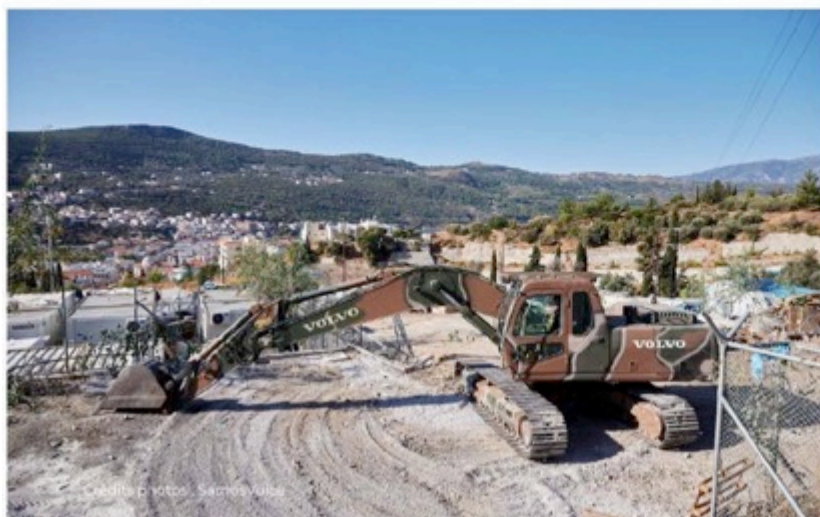
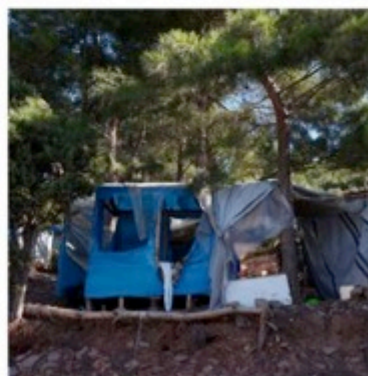
DESTRUCTION DE L'ANCIEN CAMP

Les travaux ont commencé pour nettoyer la zone de l'ancien RIC à Vathy.

Si, selon le ministre de la migration et de l'asile, Notis Mitarakis, toute la zone de l'ancien RIC avait été annoncée comme devant être restituée à la municipalité le 30 septembre 2021, l'ancien camp de Samos est loin d'avoir disparu. Les abris de fortune paraissent toujours aussi nombreux, bien que les équipes municipales et l'armée soient présentes sur le site.

Selon Manos Logothetis, Secrétaire général pour l'accueil des demandeurs d'asile et directeur du nouveau RIC de Samos, le terrain sera acheté par le ministère de la défense nationale, tandis que les conteneurs seront remis à des organisations ou associations. L'évacuation hors de Samos de tous les déchets générés suite au nettoyage sera a priori entrepris par l'OIM.

Un sondage des habitant.e.s de la région Nord-Égée présenté au Conseil Régional à la mi-septembre indique que 56,6% de la municipalité de Samos-Est considère "l'immigration comme le problème majeur de leur région" (8). A la question de savoir si les habitant.e.s approuvent la décision du gouvernement de créer des structures dites d'accueil et d'identification, les habitant.e.s locaux.ales des îles de Lesbos, Chios et Samos ont répondu à 78,7% qu'ils.elles n'étaient pas ou plutôt pas d'accord. Le maire de Samos-Est a également déclaré sa désapprobation avec la taille de la toute nouvelle structure de Zervou et a d'ailleurs refusé d'assister à l'inauguration. Les Samien.ne.s de Vathy semblent davantage inquiet.e.s par l'arrivée des rats en ville, suite à la démolition de l'ancien camp. Si les rats n'ont pas fait leur apparition, un nombre important de chats errent sur le site.



8 - Pantelis Fykaris, "Sondage : Un 'non' massif des habitants de la mer Égée du Nord aux nouvelles structures", Politischios, 17 septembre 2021, URL : <https://www.politischios.gr/vereio-aigaio/demoskopese-sunriptiko-okhi-ton-katoikon-tou-boreiou-aigaiou-stis-nees-domes>

DURCISSEMENT LEGISLATIF NATIONAL

- Le projet de loi sur les retours et les expulsions a été voté vendredi 3 septembre 2021 par la majorité.

La nouvelle loi du ministère des migrations et de l'asile fixe des critères stricts pour l'implication des ONG dans le sauvetage de personnes en mer Égée tentant de rejoindre le sol européen pour demander la protection internationale. Selon l'article 40 de la loi n°4825 du 4 septembre 2021 sur la "Réforme des procédures d'expulsion et de retour des ressortissants de pays tiers", les organisations bénévoles, les organisations de la société civile et les ONG grecques et internationales, ainsi que leurs membres, employé.e.s et associé.e.s, ne peuvent opérer dans une zone relevant de la juridiction des garde-côtes grecs seulement si :

- a) ils.elles sont inscrit.e.s dans le registre des ONG grecques et étrangères tenu au ministère et leurs membres, employé.e.s et associé.e.s enregistré.e.s
- b) ils.elles agissent sous les ordres et les instructions des autorités portuaires
- c) ils.elles sont actif.ve.s dans un incident de gestion concernant l'entrée illégale de personnes par la mer, à condition que l'action des garde-côtes soit impossible.

Les contrevenants seront punis d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an. Une amende allant de 3 000 à 6 000 euros sera appliquée pour l'ONG. Pour chaque personne physique arrêtée, l'amende sera d'un montant allant de 500 à 1 000 euros.

Les partis d'opposition ont exprimé leur désaccord avec cette disposition, tandis que la Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović, a implicitement demandé son retrait. Le gouvernement fait toutefois valoir qu'il s'agit "d'endiguer radicalement une éventuelle vague de nouveaux flux de réfugiés suite aux derniers développements en Afghanistan" (9).

"Leur objectif est de faire taire les témoins afin qu'il n'y ait aucune trace de leurs actions en mer Égée. Les révélations des médias internationaux tels que la BBC, CNN, etc. concernant la violation des droits des réfugié.e.s et les rapatriements violents par les garde-côtes grecs ont mis la pression sur le gouvernement qui a répondu par cette disposition qui n'a aucune légitimité car elle viole toutes les conventions internationales. Ils terrorisent les ONG et le monde de la solidarité en les menaçant d'amendes très élevées pour qu'elles disparaissent de la mer Égée" (10).

Iasonas Apostolopoulos, sauveteur grec en mer Méditerranée

Selon l'avocat Dimitris Choulis, le gouvernement Mitsotakis a adopté ce projet de loi pour assurer le 'secret' autour des refoulements (11).

9 - ELEFThERIA Online, "Strict fines for NGOs rescuing immigrants without the approval of the Coast Guard", ELEFThERIA Online, 7 septembre 2021, URL : <https://eleftheriaonline.gr/ellada-kosmos/world/item/251847-afstira-prosti-ma-stis-mko-pou-diasozoun-metanastes-xoris-tin-egkriti-tou-limenikoy>

10 - Bright Lampridi, "Ias, Apostolopoulos sur la loi 'salvatrice' Mitarakis : ils font taire les témoins des crimes du gouvernement", TVXS, 5 septembre 2021, URL : <https://tvxs.gr/news/ellada/as-apostolopoulos-gia-salbiniko-nomo-mitaraki-fimonoyn-toys-martyres-ton-egklimaton-tis>

11 - Thanos Kamilalis, "They arrived in Samos and 'disappeared'. They are now appealing to Justice", The Press Project, 8 septembre 2021, URL : <https://thepressproject.gr/efasan-sti-samo-kai-exafanistikan-tora-prosefvgoun-sti-dikaioyni/>

*"Il s'agit d'une politique de facto et non d'un événement aléatoire qui a lieu en l'absence des autorités grecques.
Il s'agit d'un recours continu et systématique à des pratiques brutales." (12)*

Glykeria Arapi, directrice du bureau grec d'Amnesty International

Un rapport du journal turc Hürriyet affirme que trois personnes originaires du Cameroun ont été jetées à la mer par un navire des garde-côtes grecs, entraînant la mort de deux d'entre eux et le sauvetage d'un autre dans la région turque de Kusadasi, en face de Samos. Selon l'article, la personne ayant survécu a réussi à nager jusqu'à la côte turque avant d'être secourue. Après avoir porté plainte, un navire des garde-côtes turcs a effectué des recherches dans la zone maritime au large de Kusadasi, puis a découvert les deux corps des camerounais portés disparus (13).

"La Grèce a la responsabilité souveraine de protéger les vies en mer et de prévenir les accidents".

*"La Grèce garde et continuera de garder ses frontières de manière efficace,
dans le plein respect du droit international et du règlement maritime européen". (14)*

Notis Mitarakis

Les droits de l'homme fondamentaux sont continuellement violés par la pratique des
refoulements/pushbacks quotidiens entre la Grèce et la Turquie à différents niveaux législatifs
(international, européen, national) :

- Déclaration universelle des droits de l'homme : art. 14 (droit de demander l'asile), art. 3 (le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité), art. 5 (personne ne doit être soumise à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants), art. 9 (arrestation et de la détention arbitraires).
- Convention de Genève de 1951 et Protocole de New-York de 1957 : art. 32 et 33 (principe de non-refoulement)
- Droit maritime international (Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982 et Convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritimes de 1979) : tout capitaine est tenu d'apporter son aide aux personnes en détresse, exigeant que les personnes secourues ne soient débarquées que dans un port sûr.
- Législation européenne : art. 18 et 19 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, Directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale.

12 - Nikos Giannopoulos, "Amnesty International Director: 'Greece's pushbacks are both violent and illegal'", News24/7, 2 octobre 2021, URL : <https://www.news247.gr/sunday-editor/dieythymna-diethnoys-amnistias-ta-pushbacks-tis-elladas-viaa-paranoma-9373110.html>

13 - Mustafa Gungor, "Cameroonian migrant claims was left to drown by Greek forces", AA, 25 septembre 2021, URL : <https://www.aa.com.tr/en/africa/cameroonian-migrant-claims-was-left-to-drown-by-greek-forces/2374779>

14 - RealGr, "N. Mitarakis: Developments in Afghanistan are 'worrying', 'require sharp reflexes'", RealGr, 11 septembre 2021, URL : https://www.realgr/politiki/arthro/n_mitarakis_anisixitikes_o_ekselikseis_sto_afghanistan_apaitoun_oksymena_antanaklastika-76756/